

Notre déficit public est astronomique mais députés et sénateurs l'ont voté !

écrit par Gilles La Carbona | 25 mars 2024



Jean-François Husson sénateur LR et rapporteur général de la

commission des finances au Sénat lève le voile sur le déficit public. Celui-ci devrait s'élever à 5.6% du PIB en 2023 et continuer sa macabre progression pendant au moins deux ans. **Première conséquence, une dégradation de la note des agences internationales se profile, avec une charge de la dette en augmentation, passant de 38.6 milliards en 2023 à 74 milliards en 2027.** C'est donc à raison que les LR fustigent la désastreuse gestion du gouvernement et le gouffre financier dans lequel elle nous plonge. **L'impéritie du ministre Le-Maire aux commandes depuis sept ans, ne peut plus être écartée, ni bénéficiaire d'excuses autour d'événements extérieurs que tous les autres pays ont subis sans pour autant enregistrer semblable déroute.**

Pour autant la responsabilité de cette mauvaise administration doit être largement partagée par les oppositions et notamment les LR eux-mêmes. C'est là le paradoxe de cette pseudo révélation en trompe-l'œil. En effet, **le budget est examiné par le parlement qui l'approuve.** Le dernier en date a fait l'objet de critiques et réserves sévères de la part de la Cour des comptes qui avait fait état de ses doutes quant à sa viabilité. Malgré cela, les Sénateurs et les députés n'ont pas cru bon s'opposer. Le gouvernement, peu certain d'obtenir une majorité pour le faire voter, a abusé d'une succession de 49.3 pour son adoption. Qu'ont fait nos représentants ? Rien comme d'habitude. Les sénateurs si perspicaces à posteriori n'ont-ils détecté aucune anomalie capable d'être transmise à leurs collègues de l'Assemblée nationale, pour voter une motion de censure ? Se parlent-ils ? On en doute. Où étaient ceux-là mêmes qui s'offusquent et s'insurgent, pointant du doigt la calamiteuse gestion des finances publiques pour s'interposer et empêcher ce désastre au moment du vote ? N'ont-ils pas étudié le projet présenté, ne l'ont-ils pas décortiqué pour en soulever tous les pièges ou ombres ?

Si tel n'est pas le cas, alors il est impératif que l'examen de ce texte complexe soit au préalable entrepris par des experts comptables ! Si en revanche la réponse est oui, s'ils avaient vu les aberrations et dangers que représentait ce budget pour la France, pourquoi n'ont-ils pas voté une motion de censure ?

Qu'est-ce qui a pu motiver cette apathie en lieu et place de sauvegarder les intérêts de notre pays et de ses finances publiques ? Il était bien du devoir des parlementaires d'empêcher que ce budget frelaté soit accepté.

Mais ils se sont abstenus pour rester dans... comment disait Ciotti déjà pour justifier sa non-participation aux motions de censure... une opposition constructive. **Peut-il nous expliquer à présent ce qu'il y avait de constructif dans le fait de laisser passer un budget qui conduisait à un endettement toujours plus vaste mettant en péril non seulement notre économie, mais aussi la stabilité sociale ?** Nous avons beau chercher nous ne trouvons pas de réponse. Le budget n'était pas viable, ou contrevenait aux intérêts vitaux de la nation il fallait faire barrage. **Comme toujours les LR viennent pleurer ou crier au scandale alors qu'ils n'ont rien fait pour arrêter quoi que ce soit.** À moins qu'ils n'aient sciemment laissé les comptes publics se dégrader pour s'en servir comme argument électoral et grappiller des voix. Ce serait pervers et criminel, mais point étonnant. La suspicion est de rigueur avec cette classe politique qui préfère s'absenter de l'hémicycle, ou s'abstenir quand elle retrouve le chemin du palais Bourbon, que de travailler pour le peuple. Comment considérer un parti qui se comporte comme un fossoyeur avisé, attendant que le mal soit fait pour le dénoncer et s'exhiber comme le seul capable de redresser la barre ?

En termes plus triviaux, on est fondé à se demander s'ils ne se moquent pas de nous tous. Macron aurait beau jeu de leur

renvoyer la responsabilité de cette dérive en pleine face. Après tout, il leur a été présenté un budget qui ne tenait pas la route, basé sur des hypothèses farfelues largement irréalisables et eux, au lieu de s'opposer, ont laissé faire. Ils sont donc tout autant responsables de l'endettement et de la chienlit financière que le gouvernement lui-même. **A moins que l'objectif n'ait été, basiquement, de ne pas voter avec le Rassemblement National, pour rester dans l'arc républicain et ainsi se plier aux menaces d'excommunication distillées à dessein par la Macronie.**

Et ce constat est valable pour tous les domaines où cette opposition en carton s'est couchée systématiquement devant Macron et ses Premiers ministres. Il en sera de même si l'opération sur l'Ukraine dérape et que nos soldats tombent en nombre. La rumeur comme quoi nous avons déjà des pertes d'instructeurs et autres personnels enfle sans être certifiée ni démentie. Si jamais semblable drame devait subvenir, les oppositions seront également responsables de ces morts pour avoir voté une forme de blanc seing au président sur le dossier ukrainien. Elles pourront toujours prétendre qu'elles ne pensaient pas qu'il irait aussi loin... l'excuse ne sera pas recevable. Le déficit abyssal est tout autant de leur responsabilité et il serait honorable qu'elles l'assument, qu'elles cessent de trouver des boucs émissaires pour masquer leurs propres lâchetés et démissions. Les LR notamment. **Ils avaient maintes fois la possibilité de renverser le gouvernement au moment du vote du budget, s'ils l'avaient fait nous n'en serions pas là.** Encore une fois ils ont préféré soutenir Macron pour des raisons purement personnelles, et ils se présentent aujourd'hui à nous pour crier leur surprise, pire, l'émoi insupportable que la découverte de la situation provoque chez eux. Ce cinéma est affligeant, la honte ne les affecte donc jamais ? Servent-ils vraiment à quelque chose dans

l'intérêt du pays ? On en doute de plus en plus et cet épisode ne fait qu'augmenter ce sentiment. Il devient de plus en plus évident que le processus législatif est à revoir profondément, ainsi que celui de la confection et de l'adoption du budget qui devrait être au préalable validé par la Cour des comptes. Nous possédons des magistrats compétents sans pouvoir, il serait temps d'étendre leur champ de compétence et d'en faire des vrais acteurs des finances publiques.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Gilles La-Carbona : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire